



Éditorial de J. BRILLET
Secrétaire Général

On est là !

24 octobre, 26 mars : sur tout le territoire les retraités.es, à l'appel du groupe des neuf se sont mobilisés.es.

Partout de Bercy à Châteauroux, de Brest à Digne, de Vierzon à Chaumont, nous étions là. Plus de 110 rassemblements sur tout le territoire ont marqué la journée du 26 mars

Partout, nous avons porté notre triple exigence d'une revalorisation des pensions à 10 %, d'un système de santé performant, de services publics de proximité.

Partout, nous avons dénoncé, par notre présence et nos revendications, un discours de division qui nous dépeint comme au mieux des « privilégiés » au pire comme des « assistés »

“ Le gouvernement entend justifier par tous les moyens l'austérité future tout en préservant les transferts vers le privé. ”

Surtout, nos rassemblements s'inscrivent dans un temps politique particulier. Le récit du gouvernement ne masque plus la réalité de sa politique : la sape systématique de toute politique sociale au profit des plus riches.

L'annonce d'un déficit public plus élevé

que prévu a intensifié le discours lancé voici quelques semaines sur la menace de la dette. Le gouvernement entend justifier par tous les moyens l'austérité tout en préservant les transferts vers le secteur privé. En plus des 10 milliards d'euros d'économies déjà annoncés pour 2024 qui toucheront les services publics, Bruno Le Maire a évoqué en complément une baisse des indemnités journalières pour les arrêts de travail, et des remboursements des soins médicaux qui pourraient être différenciés selon les revenus. Inadmissible !

Ces attaques cohérentes dans leurs objectifs, s'organisent sur tous les fronts. Le nouveau président du COR, célèbre par ses croisades anti SMIC, entend modifier profondément son fonctionnement et donc sa finalité : d'espace de prospection, il serait relais des commandes du gouvernement, avec en ligne de mire les droits familiaux, sociaux, notamment la réversion.

Cette politique génère colère et frustration. Le sentiment partagé d'une nette aggravation des inégalités sociales, d'un abandon de l'Etat social, d'un discours moralisateur et de culpabilisation permanente doit s'exprimer. Cette expression doit être porteuse de progrès, de solidarité renforcée, et non de régression sociale et de danger démocratique. C'est pour cela que demain, avec la FGR et dans le groupe des neuf, il faudra qu'on soit toujours là.

Paris, le 7 avril 2024

■ Paris, le 7 avril 2024